



3 €

Union européenne. L'industrie d'armement et l'Europe de la défense. Union économique et monétaire : le Royaume-Uni devrait-il adhérer à la zone euro ? La monnaie européenne un an après. Fonds communautaires et élargissement.

Problèmes économiques
La Documentation française

Problèmes économiques

N° 2.804

9 avril 2003

Union européenne

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE

Le Royaume – Uni devrait-il rejoindre l'Union économique et monétaire ?

Economie internationale

Michael Artis

La question de l'opportunité de l'adhésion du Royaume-Uni à la zone euro se pose de manière récurrente depuis plusieurs années. Certes les particularités de son économie et le fait que ses cycles ne soient pas calés sur ceux des économies continentales expliquent la réticence du royaume à rejoindre l'UEM, mais, après examen, les coûts engendrés par l'isolement se révèlent plus élevés que ceux liés à l'adhésion.

L'euro, un an après

AcComex

Christian de Boissieu

L'arrivée de l'euro concret le 1er janvier 2002 a été accueillie favorablement par l'ensemble des populations européennes. Si on a pu constater une certaine dérive des prix, notamment pour les achats à haute fréquence, l'effet euro sur les prix pour l'ensemble de la zone a été semble-t-il limité. L'année 2002 a également été marquée par une remontée importante du cours de l'euro vis-à-vis du dollar, conséquence mécanique de l'affaiblissement de la devise américaine. Enfin, le niveau d'inflation, la croissance de l'agrégat monétaire M3 et le dérapage des déficits publics dans plusieurs pays membres ont conduit la BCE à une certaine prudence dans son action.

ELARGISSEMENT

Eurosystème et élargissement

Bulletin de la Banque de France

Jean-Claude Trichet

L'élargissement de l'Union européenne conduit les futurs nouveaux Etats membres à suivre des politiques économiques convergeant vers celles des Quinze. Ce processus de convergence, qui permettra aux nouveaux membres de participer au mécanisme de change européen, passe par la stabilité des prix, du taux de change et des taux d'intérêt à long terme ainsi que par des finances publiques équilibrées. En outre, d'autres conditions essentielles devront être réunies comme l'existence d'un système bancaire et financier solide et l'indépendance de la banque centrale.

Quel avenir pour les fonds communautaires dans une Europe à 25 ?

Futuribles

Jean-François Drevet

Les systèmes d'aides de l'Union européenne – 43 % des dépenses communautaires – vont être modifiés avec l'entrée de dix nouveaux pays. La première échéance du calendrier communautaire – la période 2002- 2006 –, correspond à l'élimination graduelle des instruments de pré- adhésion des nouveaux entrants et à leur intégration graduelle dans les fonds structurels. Afin que l'allocation de ces fonds soit efficace pour les nouveaux membres, il est nécessaire que ceux-ci achèvent leur réforme administrative. Trop de fonds en effet restent inutilisés faute de rigueur dans la conception des projets de réformes présentés.

POLITIQUE INDUSTRIELLE

L'industrie d'armement, acteur et bénéficiaire de l'Europe de la défense ?

La revue internationale et stratégique

Jean-Pierre Maulny

Ce ne sont pas les progrès de la construction de l'Europe de la défense qui expliquent en premier lieu le processus de restructuration de l'industrie européenne d'armement. Celui-ci répond à une nécessité économique pour des entreprises confrontées à une forte concurrence internationale. La mise en place de structures supranationales de défense n'intervient que comme un élément parmi d'autres dans la stratégie des entreprises. Néanmoins, il semble que l'absence de construction d'une véritable Europe de la défense menace d'une certaine manière la

viabilité des industriels européens du secteur.

POLITIQUE DE L'EMPLOI

Les grandes orientations de politique économique et d'emploi : quelles inflexions ?

Chronique internationale de l'IRES

Antoine Math

Les grandes orientations de politique économique (GOPE), instaurées pour améliorer la coordination des politiques économiques des Etats membres, constituent la base d'une politique économique européenne. Elles concernent tant les politiques macroéconomiques que les politiques structurelles y compris dans les domaines de l'emploi et des affaires sociales. Mais cet instrument apparaît peu réactif aux évolutions conjoncturelles et se heurte aux contraintes budgétaires imposées par le Pacte de stabilité et de croissance.

Année d'édition : 2003 0 pages, 21x27 cm
Réf. : 3303332028047 ISSN : 0032-9304